

VERS DES SYSTEMES BANANIERS DURABLES

Par l'UROCAL, Union des organisations de petits exploitants de la plaine côtière, Equateur

Contexte

Dans les pays producteurs de bananes impliqués dans le marché mondial se sont développés des systèmes qu'on peut qualifier d'industrie bananière. Ces systèmes incluent un ensemble d'éléments légaux, de production, technologiques, financiers et commerciaux qui, d'une part, conduisent à la mise en place de grands monopoles mondiaux qui dominent le secteur et, d'autre part, ne laissent que peu de place aux opérateurs de petite et moyenne tailles, qui ont une moindre capacité à participer et à être compétitifs dans un marché mondialisé.

Dans ce contexte, la participation de producteurs de petite et moyenne tailles dans l'industrie bananière traditionnelle dans son ensemble se fait dans des conditions complètement désavantageuses, parce que ces producteurs ne bénéficient pas des économies d'échelle, de l'efficacité et donc de la compétitivité et de l'accès au marché dont jouissent les grosses sociétés comme Dole, Chiquita, Del Monte etc.

Pour ces raisons, on a tenté ces dernières années dans différentes parties du monde de mettre en oeuvre des politiques et des stratégies innovantes, liant les producteurs de petite et moyenne tailles à des systèmes de production et de commercialisation différenciés, notamment de produits certifiés biologiques et issus du commerce équitable.

Bien que ces expériences en soient encore à leurs débuts, elles constituent néanmoins un ensemble de stratégies potentielles et un système alternatif pour le produit qui peut être développé par des producteurs de petite et moyenne tailles en collaboration avec les opérateurs associés.

Considérations sur la production bananière durable

Selon notre compréhension, afin pour l'industrie bananière d'être durable, il est nécessaire de parvenir à des équilibres et des ajustements fondamentaux dans les composantes de la chaîne des conditions environnementales allant de la production, en passant par la commercialisation et jusqu'à la consommation.

En particulier, il est essentiel de prendre en considération et d'intégrer les exigences d'une participation des acteurs sociaux – et les exigences d'équité entre ces acteurs (en termes d'accès, de responsabilités et de droits tout au long de la chaîne du producteur au consommateur), pour aboutir à une situation économiquement juste pour toutes les parties prenantes impliquées, et pour une compatibilité entre – et/ou une responsabilité envers – la production et l'environnement naturel. Tous ces facteurs doivent faire l'objet de politiques et de stratégies ainsi que d'un cadre de normes à établir par voie de consensus entre les acteurs de l'industrie bananière, et à légaliser et contrôler par le biais d'organes publics nationaux, de traités internationaux et des entités spécialisées pertinentes.

Cependant, le modèle actuel de libre marché permet une production, un travail, une gestion environnementale et des pratiques de commercialisation qui sont éloignées de notre conception d'une industrie bananière durable dans laquelle les producteurs de petite et moyenne tailles peuvent réellement jouer un rôle de protagonistes. Ceci dit, cela représente le défi pour nous – en fait le devoir – de participer à tous les forums et organes utiles afin de promouvoir et amener progressivement un modèle alternatif fonctionnel de production et de commercialisation au niveau local ou international.

Les défis des petits et moyens producteurs pour construire un système bananier durable

Afin d'aller dans le sens d'une économie bananière durable, il est nécessaire de dresser une **feuille de route ou un calendrier** tant au niveau **national** (spécifique) qu'**international** (général) qui nous permette, à court et moyen terme, de débattre, concevoir et mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des actions réalisables. Cette feuille de route ou calendrier doit avoir pour objectifs de:

- 1.- parvenir à un rapprochement aux niveaux national et international entre tous les acteurs et opérateurs impliqués dans la chaîne – au niveau de la production, au niveau technique, commercial et normatif/législatif – **par le biais de forums bananiers dans chaque**

pays et d'un forum annuel au niveau international afin de discuter les points d'intérêt commun avec pour objectif de mettre en oeuvre des stratégies et des actions en collaboration.

2.- institutionnaliser un "**système bananier durable**" aux **niveaux national et international** comme un prérequis indispensable pour une initiative viable et réussie. Cela implique:

- de passer de cas spécifiques isolés à des cas spécifiques articulés afin de configurer le cadre commun d'un système bananier durable en termes organisationnels, politiques, de programme et opérationnels.
- d'établir des forums non exclusifs et/ou des niveaux d'organisation qui sont à la fois respectueux des spécificités des uns et des autres et cohérents avec les exigences globales.
- de faciliter la force de recommandation et/ou de négociation des différents acteurs sociaux sur les questions réglementaires, technologiques, financières et de redistribution tant aux niveaux national qu'international.
- de faciliter des négociations réussies et efficaces sur la commercialisation des produits (biologiques, issus du commerce équitable, traditionnels), la sous-traitance des services (transport maritime, maturation etc) et l'accès aux technologies et aux intrants.
- d'influencer et/ou de gérer des services coordonnés tels que le financement, les infrastructures, les certifications, les marques, le stockage, le transport, la formation et le conseil, afin d'assurer l'efficacité des systèmes de production et de commercialisation.
- de promouvoir et développer la sensibilité à l'égard de l'identité sociale et culturelle des organisations de producteurs.
- d'établir un cadre favorable dynamique pour le suivi et la vérification des engagements, des accords et des contrats afin de garantir la durabilité du modèle d'industrie bananière qui est réclamé par les producteurs de petite et moyenne tailles et les opérateurs associés.

3.- établir des **cadres juridiques** dans chaque pays favorables au système bananier durable réclamé par les producteurs de petite et moyenne tailles; dans le même temps, nouer des **accords et/ou des alliances entre les secteurs public et privé** concernant les stratégies et les actions conjointes dans les domaines de la commercialisation, de la logistique, des intrants, du crédit, des

infrastructures de production, des normes de production, des tarifs et du financement.

4.- créer un **Fonds d'investissement bananier durable** afin de financer des programmes, des projets et des initiatives conjointes qui contribuent à bâtir un système bananier durable. Ce Fonds doit être créé avec des sommes provenant du revenu généré sur les importations de bananes (essentiellement vers l'UE), de la coopération financière internationale et des gouvernements nationaux.

MACHALA, EQUATEUR

26-10-2009